



CONSEILS D'ÉDUCATION DE DISTRICT ET GOUVERNANCE PAR POLITIQUE

10 mai 2021 - La Fédération des conseils d'éducation du Nouveau-Brunswick (FCÉNB) et l'Anglophone District Education Council Chairs sont déconcertés par certains des commentaires de Paul Bennett dans ses articles d'opinion dans le Telegraph Journal, « Education Governance Needs Serious Overhaul », 9 avril 2021 et « District Education Councils Are Dying On The Vine » 6 mai 2021. Étant donné que la structure de gouvernance de l'éducation est en cours d'examen par la province, il est essentiel qu'il y ait une compréhension exacte et équilibrée du rôle des conseils d'éducation de district (CÉD).

Dans son commentaire, M. Bennett affirme que l'un des facteurs les plus importants du « retard des élèves » est la gouvernance des districts scolaires (c.-à-d. les CÉD). Cependant, M. Bennett n'offre aucune preuve ou explication à l'appui de cela. Il remet en question la valeur des CÉD pour les contribuables et déclare que les CÉD souffrent de « confusion d'identité de rôle ». Au contraire, les membres élus de nos conseils d'éducation de district sont clairs sur notre mandat et notre contribution significative au système d'éducation.

Contrairement à l'ancien modèle des commissions scolaires, les CÉD par conception ne participent pas à l'embauche de personnel, à la planification des itinéraires d'autobus ou à d'autres éléments opérationnels des écoles. Ceci est laissé aux professionnels qui travaillent à plein temps dans nos écoles et districts. Nous fournissons plutôt le cadre de politiques qui guident les districts dans l'élaboration de l'expérience éducative complète pour nos enfants. Nous participons à l'élaboration de plans et d'objectifs d'amélioration des écoles et des districts, dont la direction générale est alors responsable devant nous, avec un processus de rapport de vérification et d'évaluation établi. Nous nous concentrons sur des domaines de préoccupation tels que la littératie, la numératie, la science et un environnement d'apprentissage positif. Là où nous voyons cela comme influencer les pierres angulaires du système éducatif, M. Bennett déclare que nous sommes limités dans notre prise de décision et que nos membres élus sont « circonscrit » par ce modèle de gouvernance.

Les CÉD fournissent également le lien important entre les familles, la communauté, les écoles et les districts, et la province. M. Bennett a fait référence à un message Facebook de l'ancien procureur général qui a révélé, à notre grande surprise, que le gouvernement prévoyait de démanteler les CÉD, car cela fournirait plus de « contrôle local, pas de contrôle descendant ». Le ministre Cardy pense-t-il qu'en l'absence de

DISTRICT EDUCATION COUNCILS AND POLICY GOVERNANCE

May 10, 2021 - The New Brunswick Federation of Educational Councils (FCÉNB) and The Council of District Education Council Chairs – Anglophone Sector take exception to the commentary by Paul Bennett in his opinion piece in the Telegraph Journal, “Education Governance Needs Serious Overhaul”, April 9, 2021) and “District Education Councils Are Dying On The Vine” May 6, 2021. With the education governance structure under review by the province, it is critical that there is an accurate, balanced understanding of the role of the District Education Councils (DECs).

In his commentary, Mr. Bennett claims that one of the most significant contributors to “lagging student performance” is school district governance (*ie* DECs). However, Bennett offers no evidence or explanation to support this. He questions the value of DECs to ratepayers and states that DECs suffer from “role identity confusion.” To the contrary, the elected members of our DECs are clear on our mandate and our significant contribution to the education system.

Unlike the old School Board model, DECs by design do not get involved in hiring of staff, planning of bus routes, or other operational components of the schools. This is better left to the professionals who work full-time in our schools and Districts. We instead provide the framework of policies that guide the Districts in shaping the full educational experience for our children. We participate in the development of School and District Improvement plans and targets, which the Superintendent is then accountable to us for, with an established reporting and evaluation process. We focus on areas of concern such as literacy, numeracy, science and a positive learning environment. Where we see this as influencing the cornerstones of the education system, Bennett states we are limited in our decision-making and our elected members “neutered” by this governance model.

The DECs also provide the important link between families, the community, schools and the Districts, to the province. Mr. Bennett referred to a Facebook post by the former Attorney General which revealed, much to our surprise, that the government planned to dismantle the DECs, because this would provide more “local control, not top-down control”. Does Minister Cardy believe that in the absence of DECs, schools should be expected to deal directly with the province about budget shortfalls, understaffing, and the sustainability of





CÉD, les écoles devraient être censées traiter directement avec la province au sujet des insuffisances budgétaires, du manque de personnel et de la viabilité des écoles? Un CPAÉ, une direction générale ou un député local devrait-il être mis dans la position difficile de déterminer quand une école doit être fermée en raison du vieillissement ou du faible taux d'inscription? Personne ne *veut* fermer une école communautaire. Cependant, il s'agit là d'un autre des rôles décisionnels essentiels assumés par les CÉD.

Les CÉD supervisent également les budgets de nos districts. Plusieurs fois au cours des dernières années, certains CÉD ont refusé d'approuver le budget en raison d'un grave sous-financement des assistants en éducation par le ministère de l'Éducation. Le financement des étudiants ayant des besoins spéciaux a toujours été difficile. S'il n'y a pas de CÉD, qui peut remettre en question la province de s'attaquer à ces problèmes?

Malgré l'évaluation de M. Bennett, les CÉD ont fait de nombreux progrès en matière de politiques importants qui auront des effets positifs à long terme sur nos étudiants et notre personnel. Bien que les CÉD se concentrent sur les besoins de leur district, leurs efforts peuvent entraîner des avantages à l'échelle de la province pour tous les élèves. C'est le soutien d'un CÉD au groupe Pride in Education et leur plaidoyer auprès de chaque ministre au cours des 12 dernières années qui ont finalement abouti à une politique provinciale d'orientation sexuelle et d'identité de genre. Les CÉD ont fait de la santé mentale une priorité dans le district il y a près de dix ans. Nous avons mandaté nos directions générales d'élaborer des programmes et des ressources pour refléter le désir de la communauté que la santé mentale des étudiants et du personnel soit une priorité élevée. Par conséquent, les districts de la province enregistrent de grands progrès dans ces deux domaines. Les CÉD ont élaboré des politiques et des plans d'éducation de district pour l'accueil et l'accompagnement des élèves nouveaux arrivants dans le système scolaire. Ces réalisations sont le résultat d'un travail collaboratif dans le meilleur intérêt de nos étudiants.

Dans son article, M. Bennett n'a pas mentionné les études aux États-Unis, au Canada et en Europe qui montrent constamment une relation significative entre la gouvernance locale élue et l'amélioration du rendement des élèves. Nous avons prouvé que les CÉD peuvent transformer l'éducation dans nos communautés. Les CÉD veillent à ce que les écoles d'un district répondent aux priorités, aux croyances et aux valeurs de leurs communautés. Ils élaborent des politiques, établissent des

schools? Should a PSSC, Principal, or local MLA be put in the difficult position of determining when a school must be closed due to aging or low enrollment? Nobody *wants* to close a community school. However, this is another one of the vital decision-making roles carried out by the DEC.

DECs also oversee our Districts' budgets. Several times over the past number of years, some DECs have refused to approve the budget based on severe underfunding of Educational Assistants by the Department of Education. Funding for students with special needs has always been a struggle. If there is no DEC, who can challenge the province to address these issues?

Despite Mr. Bennett's assessment, DECs have made many significant policy strides that will have long term positive impacts for our students and staff. While DECs focus on the needs in their district, their efforts can lead to province-wide benefits for all students. It was DEC support of the Pride in Education group and advocating with every Minister in the last 12 years that finally resulted in a provincial sexual orientation and gender identity policy. DECs have made mental health a priority in the district nearly a decade ago. We charged our superintendents to develop programs and resources to reflect the community desire that the mental health of students and staff need to be a high priority. As a result, districts across the province are seeing great strides in both these areas. DECs have developed policy and District Education Plans that welcome and support newcomer students to the school system. These accomplishments are the result of working collaboratively for the best interest of our students.

In his piece, Mr. Bennett did not mention the studies in the United States, Canada and Europe which consistently show a significant relationship between elected local governance and improved student achievement. We have proven that DECs can transform education in our communities. DECs ensure that schools in a District respond to the priorities, beliefs and values of their communities. They develop policies, establish goals and create a positive learning environment *to improve* student achievement.

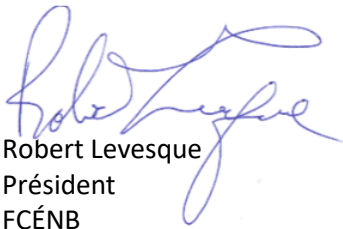
The current lack of consultation and collaboration with DECs by the province appear to be setting the table for a proposal to eliminate elected District representation with the autonomy to challenge the Department of Education. Bennett claims that with all real authority belonging to the province, DECs face an uphill battle. Before scrapping the existing education governance structure, should we not attempt to empower the current councils? Providing the necessary resources, authority and discretion to councils can achieve the same goals of





objectifs et créent un environnement d'apprentissage positif pour *améliorer* le rendement des élèves. Le manque actuel de consultation et de collaboration avec les CÉD de la part de la province semble préparer le terrain pour une proposition visant à éliminer la représentation élue de district avec l'autonomie de remettre en question le ministère de l'Éducation. M. Bennett affirme qu'avec toute l'autorité réelle appartenant à la province, les CÉD font face à une bataille difficile. Avant d'abolir la structure existante de gouvernance en éducation, ne devrions-nous pas tenter de renforcer les conseils actuels? Fournir les ressources, l'autorité et la discrétion nécessaires aux conseils peut atteindre les mêmes objectifs d'amélioration de la gouvernance et de mieux relier les communautés à l'éducation. Le ministre Cardy doit s'associer avec nous pour trouver des solutions durables pour donner le pouvoir à la voix locale dans les décisions d'éducation publique. Au minimum, permettre aux CÉD d'être entendus équitablement et de participer pleinement à l'examen en cours.

improving governance and better connecting communities to education. Minister Cardy must partner with us to find lasting solutions to give power to local voice in public education decisions. At minimum, allow the DEC's to be fairly heard and participate fully in the current review.



Robert Levesque
Président
FCÉNB



Rob Fowler
Chair, Council of DEC Chairs – Anglophone Sector
Chair, Anglophone South District Education Council